

Afia Mala à Cuba ; Cuba si !

RFI, Paris 25/11/2008 -

Elle en rêvait, elle l'a fait : après cinq ans d'absence, la Togolaise Afia Mala revient de Cuba où elle a enregistré un album 100 % salsa, escortée par le mythique Orquesta Aragon. Savoureux compte-rendu de cette expérience cubaine, *Afia à Cuba*, est pourtant bien plus qu'un disque pour la pétulante Togolaise : c'est un aboutissement.

La Togolaise Afia Mala est en transit à Paris. Dans quelques jours, elle repartira à Dhâkâ, capitale du Bangladesh pour organiser son déménagement vers Islamabad, au Pakistan, pour suivre son époux. Côté vie publique, elle présente *Afia à Cuba* son huitième album en vingt-cinq ans de carrière, mais le premier 100% salsa, enregistré aux studios Egrem, à La Havane avec le plus africain des groupes cubains, l'Orquesta Aragon. Une expérience inédite pour une chanteuse africaine et un rêve devenu réalité pour la Princesse des rives du Mono.

Au-delà du mythe

Prix Découvertes RFI en 1984 avec le tube *Ten Homte*, star de la chanson continentale avec notamment son album *Es la mañana* (1988), chanté en mina, en espagnol et en français, Afia Mala a toujours chanté dans la langue de Cervantes et mis en avant les rythmes afro-cubains... Jusqu'à ce qu'elle décide d'enregistrer à Cuba, dans le studio Egrem, véritable temple de la musique cubaine. *"Au Togo et au Bénin, nous avons la salsa dans le sang. Dans presque tous mes albums, je mettais une touche d'afro-cubain, parce que c'est une musique dans laquelle j'ai baigné toute petite. Mais un album complètement salsa, c'est une folie ! Un rêve que j'avais depuis longtemps !"* L'arrangeur et ami Boncana Maïga, qui y a vécu une dizaine d'années, est son meilleur conseil. Il l'encourage vivement à traverser l'Atlantique. Alors Afia se lance. Et rentre du même coup dans l'histoire de la longue tradition d'aller-retour de la musique afro-cubaine.

C'est évidemment l'Orquesta Aragon, premier groupe cubain à avoir tourné au Mali, au Sénégal, au Ghana, au Zaïre ou au Mozambique, dans les années 70 qui semble le plus approprié pour l'accompagner. Les musiciens avaient déjà accueilli Papa Wemba ou le Sénégalais Labah Sosseh ; et aussi accompagné sur scène la grande Myriam Makeba, mais ils n'avaient encore jamais enregistré d'album avec une chanteuse africaine. Une belle première.

Ainsi, pendant un mois, ils font découvrir à Afia Mala la richesse culturelle de l'île. Elle s'enthousiasme pour les fêtes de quartier, l'hospitalité cubaine, la musique qui rythme toutes les étapes de la vie à Cuba. *"Franchement, la réalité dépassait le mythe. J'ai retrouvé une partie de moi à Cuba, dans cette omniprésence de rythmes. Cela dépassait tout ce que j'ai pu imaginer, être dans ce pays où tout le monde a la salsa sous les pieds, sous la langue et dans le cœur"*.

Elle apporte des compositions, l'Orquesta Aragon lui soumet quelques reprises qu'elle adapte en mina, la langue majoritaire du Togo. *"J'ai repris par exemple, la chanson Tatalibaba de Celia Cruz, que j'entendais à la maison sur les vinyles de mon père. En mina, elle est devenue Tsite, et incite les gens à se mettre au travail, au lieu de critiquer les autres... J'ajoute que la surprise de cet album, c'est d'entendre l'Orchestra Aragon me donner la réplique en mina !"* En hommage à Celia Cruz, Afia Mala propose de belles relectures de morceau de la célèbre icône : *Me Voy a pinar el rio* ou *Caramelo* qui deviennent respectivement *Togo* et *Gamelilo*.

Studio de légende

Mais cette expérience ne fut pas de tout repos. *"Honnêtement, je ne peux pas dire que cela a été facile. C'était par exemple, la première fois que je chantais sur des violons et il fallait chanter juste... Et puis, même si j'avais déjà fait pas mal de studios avant d'enregistrer à la Havane, le studio Egrem est vraiment impressionnant. Quand tu rentres, tu vois les photos de tous les grands artistes qui y ont enregistré, et là tu te dis : 'Mais je suis où là' ? Par exemple, le piano qu'on a utilisé pour l'album était déjà là quand Joséphine Baker est venue enregistrer"*.

En plus d'Aragon, Afia s'entoure de musiciens d'exception comme le pianiste Gonzalo Rubalcaba, nommé aux Latin Grammy Awards 2006 ou le percussionniste Tata Guines, décédé entre temps au début de l'année. *"Tous ces musiciens, le contexte, me font dire que j'ai vécu une expérience unique, très riche à tous points de vue. J'ai aussi pu rendre hommage à Benny Moré, que j'ai aussi beaucoup écouté (il est considéré comme un des plus grands chanteurs cubains : ndlr). Je me suis rendue sur sa tombe, j'ai prié et chanté a cappella pour qu'il repose en paix. A Cuba, je me suis sentie enrichie par la force de cette musique et j'ai donné le meilleur de moi-même"*, conclut-elle dans un immense sourire. Cela s'entend. La ravissante perfectionniste a réussi son ambitieux pari. Reste à savoir maintenant si l'expérience pourra se prolonger sur scène, avec les treize musiciens du fameux orchestre cubain...

***Afia à Cuba* Afia Mala (Frochot Music /Cantos/Pias) 2008**

Eglantine Chabasseur

NIGERIA 26/11/2008 9.55

POUR RÉFLÉCHIR ENSEMBLE (Avec "Wota na wota", sur la valeur de l'eau)

"L'eau est au centre de la vie. Pour cette raison on peut l'observer de différents points de vue: eau comme substance sacrée, l'eau et la guerre, l'eau et la politique, le manque d'eau, l'eau et les maladies qu'elle peut causer. Il y a un mille et une dimensions... Pensez que l'enfant à sa naissance est composé d'eau à 95% et qu'il grandira en restant eau à 70%..."

[Greg Nnamdi Mbajorgu, également connu sous le pseudonyme "Wota na wota" (du titre d'une de ses représentations théâtrales), dans une interview au quotidien nigérian "Daily independent" sur son activité "d'intellectuel de l'eau"] [CO]

[CO] Misna

NIGERIA 26/11/2008 11.31

DU NIGERIA, UNE LEÇON SUR L'EAU COMME SOURCE DE CONCORDE SOCIALE

"Uzo mmiri adighi echi echi", à savoir "le sentier qui porte à la source n'est jamais recouvert de mauvaises herbes", est une des phrases les plus fortes de "Wota na wota" (qui signifie plus ou moins "eau et eau"), une représentation théâtrale ayant contribué à restaurer la concorde dans un faubourg de la ville d'Eunugu (capitale de l'état sud-oriental nigérian de même nom), où le projet de nouvelles infrastructures hydriques avait provoqué des tensions qui déchiraient la société. Greg Nnamdi Mbajorgu, qui en est l'auteur avec Chike Aniakor de l'University of Nigeria, a ensuite impliqué de nombreux autres écrivains et poètes dans une singulière aventure littéraire liée à l'eau, désormais connu dans son pays sous le pseudonyme de Wota na wota. Gabriel Okara, Niyi Osundare, Elechi Amadi, Chimalu Nwankwo et d'autres écrivains nigériens font partie d'un recueil dirigé par Mbajorgu (intitulé Water testaments) auquel la presse locale dédie une attention toute particulière. Ressource précieuse mais aussi source de tensions et de luttes, l'eau, dans son nouveau rôle poétique et théâtral, en plus d'avoir rétabli la paix dans la banlieue d'Eunugu, deviendrait un cas national selon Mbajorgu dans une interview au quotidien Daily Independent. "L'idée consiste à présenter l'eau non seulement comme un motif de conflit mais surtout comme une ressource stratégique pour le maintien de la paix, en soulignant la nature centrale de cet élément naturel dans tous les problèmes des communautés; le faubourg d'Eunugu avait besoin d'eau avant tout et, au vu du manque de ressources hydriques, nombre d'habitants ont été contraints de se transférer pour pouvoir vivre et travailler. La carence en eau a contraint les habitants à ne pas cultiver la terre, souffrant ensuite du manque de nourriture", a déclaré Mbajorgu. Après la parution de Wota Na Wota, toute la communauté se serait mobilisée et aurait trouvé la force de s'unir, faisant de l'eau non plus un élément de discorde mais une source de concorde et de collaboration. Dans le droit fil de ces deux réalisations, le projet d'une initiative de "journalistes de l'eau" a pris corps, qui devraient participer au "World water forum" prévu en mars 2009, pour démontrer le rôle de guide que le Nigeria peut jouer sur la scène mondiale dans le croissant débat en cours dans le Sud comme dans le Nord du monde sur l'importance de l'eau comme ressource communautaire fondamentale. "Le Nigeria pâtit d'une si mauvaise image mais cette occasion peut justement fournir une preuve que nous ne sommes pas que négativité et que parmi nous de nombreuses forces positives existent", a souligné Mbajorgu. [CO/VV] [CO] Misna

AFRIQUE 25/11/2008 17.54

LA CRISE ALIMENTAIRE CONSTITUE UNE OPPORTUNITÉ ? L'ANALYSE D'UN ÉCONOMISTE

"Les pays africains importateurs nets de produits alimentaires sont à présent contraints de réfléchir dans une perspective à long terme sur la façon la moins onéreuse de faire face aux besoins des populations": Baba Dioum, coordinateur de la Conférence des ministres de l'Agriculture d'Afrique occidentale et centrale est convaincu que la forte instabilité des prix des biens de première nécessité peut constituer une opportunité. Cette idée est développée dans une longue interview publiée sur le quotidien économique Les Afriques, qui titre "L'agriculture africaine peut à présent attirer les investissements privés". Dioum part d'une analyse de la "faiblesse" historique de l'agriculture africaine, caractérisée par un niveau de productivité parmi les plus bas au monde et par l'incapacité de "réaliser un taux de croissance supérieur à celui de la population". Aujourd'hui, comme il y a dix ans, souligne l'économiste, le continent africain reste "la seule région du monde importatrice nette de produits alimentaires"; dans nombre de pays, poursuit Dioum, "une petite agriculture vivrière domine, ne prenant pas en compte le marché", pénalisée par "le manque d'engagement de l'état" comme par la "libéralisation économique". Au-delà de facteurs conjoncturels, comme les alluvions et la sécheresse ayant frappé en 2008 plusieurs régions du continent, les difficultés de l'agriculture de l'Afrique semblent être les mêmes depuis des années. "Les objectifs – soutient l'économiste – n'ont

pas changé. porter le taux de croissance de l'agriculture de 2 à 4% afin de réduire les importations alimentaires et inverser la tendance de la baisse des exportations, améliorer la sécurité alimentaire et contraster de façon décisive la pauvreté, surtout dans les campagnes, en créant de nouvelles opportunités d'emploi". Des objectifs difficiles à atteindre, mais qui sembleront plus accessibles si les gouvernements et organismes panafricains misent sur "l'intégration des marchés régionaux pour exploiter au mieux les complémentarités entre les divers pays", par exemple ceux du Golfe de Guinée et du Sahel. Malgré les distorsions des marchés provoquées par les subventions des Etats-Unis et de l'Union européenne aux producteurs nationaux, conclut Dioum, l'agriculture africaine peut attirer des investissements privés justement comme conséquence de la crise alimentaire. "Le grand défi pour les gouvernements africains est de convaincre les privés à investir massivement dans le secteur agricole au lieu de privilégier les importations toujours plus coûteuses. Les conditions économiques pour une relance de l'agriculture sont toutes réunies, également du fait que la crise alimentaire, selon la plupart des spécialistes, durera jusqu'en 2017", conclut l'économiste. [VG/VV][CO]Misna

L'Afrique du Sud lancera son deuxième satellite en mars 2009

(Xinhuanet 26/11/2008)

JOHANNESBURG -- L'Afrique du Sud lancera son deuxième satellite le 25 mars 2009, a affirmé mardi la ministre sud-africaine Nkosazana Dlamini-Zuma. Dlamini-Zuma a fait cette annonce mardi à Durban lors de la 5ème session du Comité intergouvernemental conjoint du commerce et de la coopération économique entre l'Afrique du Sud et la Russie. Elle a précisé toutefois que le lancement dépendrait des conditions météorologiques, rapporte l'agence de presse sud-africaine SAPA.

Le satellite de 80 kg, d'une valeur de 25 millions de rands (25 millions de dollars) sera mis en orbite par une fusée russe. Le premier satellite de l'Afrique du Sud a été lancé en 1999 par la NASA.

© Copyright Xinhuanet

Critique "Johnny Mad Dog" : les fils du cauchemar africain

LE MONDE | 25.11.08 |

Un garçon, à peine un adolescent, revêt une robe de mariée. Dans un autre film, sur un autre continent, cette séquence fournirait les prémices d'une exploration psychologique - naissance d'une identité sexuelle, formation d'une névrose juvénile. Ici, quelque part en Afrique, l'enfant essaie une tenue de combat, dans laquelle il va tuer, piller, violer.

Depuis le début de la guerre au Liberia, dans la nuit de Noël 1989, le monde est devenu familier du spectacle de ces enfants travestis, équipés d'armes parfois plus grandes qu'eux, qui détruisent leur pays, leur famille, pour le compte de chefs de guerre, Charles Taylor au Liberia, Foday Sankoh en Sierra Leone, aujourd'hui Laurent Nkunda en République démocratique du Congo.

Cette dimension spectaculaire relève de l'essence même du phénomène des enfants soldats. Les responsables ont compris que ces figures grotesques, dont la vie n'a plus de valeur, sont l'instrument idéal pour faire régner la terreur. Les sociétés victimes de ces armées sont assaillies par le pire des cauchemars : des enfants qui auraient dû être tués ont été épargnés pour devenir les tortionnaires de leurs parents. A Hollywood, on a bâti des dizaines de films d'horreur sur ce schéma. Faut-il pour autant faire un spectacle de ces drames africains ?

La réponse qu'apporte Jean-Stéphane Sauvaire, réalisateur de courts métrages, documentariste, qui livre là son premier long métrage de fiction, dérange profondément : en utilisant la violence et l'immédiateté du cinéma, il impose au spectateur occidental la vision prolongée de cette horreur.

Johnny Mad Dog esquisse le mécanisme du recrutement, de la déshumanisation des enfants-soldats aux mains de leurs officiers et bourreaux. Mais ni le scénario (adapté du roman *Johnny chien méchant* (éd. Le Serpent à plumes), de l'écrivain congolais Emmanuel Dongala), ni la mise en scène ne s'aventurent très loin dans la psychologie des personnages. Ils n'explorent pas non plus les mécanismes politiques et militaires qui font que ces guerres interminables sont aussi des affaires rentables : il a fallu attendre quatorze ans au Liberia pour que les armes se taisent, douze ans en Sierra Leone, et le Congo est toujours au fond de l'abîme.

ABATTRE SON PÈRE

Non, *Johnny Mad Dog* reste à la surface des gens, des lieux, et le seul ordre que le film impose à cet enfer est celui d'une mise en scène qui joue de la fascination et de la répulsion qu'inspirent ces enfants. *Johnny Mad Dog* traîne sa kalachnikov dans un groupe rebelle, aux abords d'une grande ville africaine. Les premières séquences déjà évoquées montrent les enfants qui terrorisent des adultes avant d'exiger d'un écolier qu'il abatte son père. C'est ainsi que l'on recrute dans cette troupe qui bientôt doit partir à l'assaut de la capitale.

Jean-Stéphane Sauvaire a tourné son film au Liberia, mais a tenu à conserver à son film un caractère vague. Les personnages s'expriment en pidgin libérien, mais les noms d'ethnies et la situation militaire qui oppose les rebelles aux gouvernementaux sous les yeux de troupes de l'ONU passives n'a aucun rapport avec l'histoire du pays.

Christopher Minie, le garçon qui tient le rôle de Johnny Mad Dog, est introverti, indéchiffrable. Dès qu'apparaît à l'écran le personnage de No Good Advice (Dagbeh Tweh), un garçon petit perpétuellement noué par la haine, le film trouve un autre centre de gravité, du côté du grotesque et du cauchemar. Ces jeunes gens, qui - nous dit le réalisateur - ont été eux-mêmes combattants pendant les dernières années du conflit libérien, retrouvent leur agitation inextinguible (qui, à l'époque, avait pour carburant alcool et drogues bon marché), leur indifférence terrible au monde et aux autres. Parallèlement, le film montre les efforts d'une jeune fille, Laokolé, pour échapper à la guerre. Elle doit transporter son père infirme, préserver son petit frère. A deux reprises, son chemin croise celui de Johnny Mad Dog. Cette dramaturgie très simple donne au film une structure dans le temps et l'espace. Pourtant, c'est dans son expression du chaos, dans sa mise en scène d'un groupe où tous les rapports sociaux sont détruits ou dégradés jusqu'à devenir méconnaissables que le film de Jean-Stéphane Sauvaire trouve sa raison d'être. Il met simplement sous nos yeux des images que nous n'avons jamais voulu vraiment regarder.

Film franco-libérien de Jean-Stéphane Sauvaire avec Christopher Minie, Daisy Victoria Vandy. (1 h 36.)

Thomas Sotinel

L'ONU redoute une épidémie de choléra historique au Zimbabwe

LEMONDE.FR | 25.11.08 | 19h08

L'épidémie de choléra au Zimbabwe, qui sévit sur plus de la moitié du territoire, "*se propage à une allure alarmante*" et pourrait devenir "*historique*", s'est inquiété, mardi 25 novembre, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Un nouveau bilan fait état de 366 décès et de 8 887 cas depuis le mois d'août.

La situation sanitaire alarmante que connaît le pays est aggravée par le blocage politique qui prévaut depuis la défaite du régime aux élections de mars et la réélection contestée de Robert Mugabe à la présidence en juin. Le pouvoir s'est d'ailleurs jusqu'ici employé à minimiser l'ampleur de l'épidémie, qui révèle le délabrement des réseaux d'eau, d'assainissement et du système de santé au Zimbabwe. Le choléra, qui prolifère dans l'eau salie par les excréments humains, peut facilement se soigner s'il est traité à temps.

REPRISE DU DIALOGUE POLITIQUE

Mardi, pouvoir et opposition ont repris leurs pourparlers en Afrique du Sud pour tenter de sauver un accord de partage du pouvoir signé à la mi-septembre, mais resté lettre morte jusqu'ici, a déclaré l'un des négociateurs. Les discussions devaient porter sur le contenu d'un amendement constitutionnel rétablissant le poste de premier ministre pour l'attribuer au chef de l'opposition, Morgan Tsvangirai, tandis que Robert Mugabe restera chef de l'Etat. "*La situation sur le terrain a atteint un niveau tellement critique qu'il faut parvenir à un accord*", a déclaré Nelson Chamisa, porte-parole de l'opposition, avant l'ouverture des discussions.

Outre cette épidémie qui pourrait rapidement devenir unique dans l'histoire du pays, les Zimbabwéens doivent faire face à une inflation inouïe (plus de 231 millions pour cent), un chômage de masse (80 %) et une production au point mort. Selon l'ONU, près de la moitié de la population aura besoin d'une aide alimentaire en janvier.

Une stratégie anti-sida réduirait de 95 % le nombre de malades du VIH

LEMONDE.FR avec AFP | 26.11.08 | 09h37

Soumettre tous les volontaires à un test du virus du sida et commencer à traiter par antirétroviraux tous ceux qui sont séropositifs entraîneraient en dix ans une réduction de 95 % du nombre de personnes infectées, selon une étude publiée, mercredi 26 novembre, par la revue *The Lancet*. Une équipe de chercheurs de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a utilisé des modèles informatiques pour imaginer l'impact d'une épidémie généralisée chez les hétérosexuels dans un environnement comme l'Afrique du Sud, le pays le plus touché au monde par le sida. En dix ans, le nombre de personnes touchées par le virus passerait, grâce à cette stratégie anti-sida, de 20 pour 1 000 à 1 pour 1 000.

"Seuls des tests volontaires pour tous et une immédiate mise sous thérapie antirétrovirale peut réduire la transmission du virus au point où une élimination pourrait être envisageable d'ici à 2020 dans le

cadre d'une épidémie généralisée", disent les auteurs de l'article publié par la revue médicale britannique. L'OMS a tenu à souligner que sa publication visait à susciter le débat et non à définir la politique officielle de l'organisation onusienne.

Zimbabwe: le Botswana accepterait de donner refuge à Tsvangirai si besoin

LONDRES (AFP) - mercredi 26 novembre 2008 - 7h26 - Le ministre botswanais des Affaires étrangères Phandu Skelemani a suggéré mercredi, dans un entretien à la BBC, que son pays pourrait accepter de donner refuge au chef de l'opposition zimbabwéenne Morgan Tsvangirai pour qu'il y organise un mouvement de résistance pacifique opérant au Zimbabwe. M. Skelemani a déclaré à l'émission "Hardtalk" du BBC World News que le Botswana serait prêt à accueillir le chef du Mouvement pour le changement démocratique (MDC) si celui-ci demandait à s'y réfugier pour assurer sa sécurité.

"Nous ne chassons pas les gens qui viennent au Botswana depuis leur propre pays disant qu'ils craignent pour leur vie, parce que si nous le faisons, est-ce que nous voudrions qu'ils soient tués", a déclaré le ministre. A la question de savoir si M. Tsvangirai serait le bienvenu au Botswana en tant que leader politique en exil organisant un mouvement démocratique de résistance dans son pays, M. Skelemani a répondu que ce serait "le moindre de deux maux", face à la perspective de voir la crise politique dégénérer en affrontement militaire au Zimbabwe.

Le chef de la diplomatie botswanaise a cependant bien précisé que le chef du MDC "ne serait pas autorisé à préparer une attaque (militaire) sur le Zimbabwe" depuis le Botswana. Si la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) ne parvenait pas à résoudre la crise politique, elle devrait simplement menacer le président zimbabwéen Robert Mugabe de bloquer les frontières du Zimbabwe, a encore estimé M. Skelemani. "Je ne pense pas qu'il tiendrait longtemps. Si aucun pétrole ne vient pendant une semaine, il ne peut pas tenir", a-t-il jugé.

Le Zimbabwe, dirigé par M. Mugabe depuis 28 ans, connaît une crise politique depuis huit mois. Le président et M. Tsvangirai ont signé le 15 septembre un accord de partage du pouvoir, resté depuis lettre morte malgré les efforts de médiation des pays d'Afrique australe. Cette impasse politique se double d'un effondrement de l'économie caractérisé par une hyperinflation inouïe à plus de 231 millions pour cent, 80% de chômage et une production au point mort.

Procès Habré: un comité réunit à Dakar craint "l'enlèvement du dossier"

DAKAR (AFP) - mercredi 26 novembre 2008 - 1h04 - Un groupement international d'ONG et de juristes, le Comité pour le jugement équitable de Hissène Habré, l'ex-président tchadien poursuivi notamment pour crimes contre l'humanité, a déclaré mardi à Dakar craindre "l'enlèvement du dossier", confié depuis plus de deux ans au Sénégal. "Nous sommes véritablement préoccupés des risques d'enlèvement du procès d'Hissène Habré", a déclaré à l'AFP Alioune Tine, secrétaire général de la Rencontre africaine des droits de l'Homme (Raddho), une organisation membre du comité. "Nous sommes préoccupés par les déclarations récentes du chef de l'Etat sénégalais qui prennent le contre-pied de la procédure engagée par le ministre sénégalais de la justice", a-t-il poursuivi.

"Après avoir suscité l'espoir que ce procès puisse se tenir, la République dit +si je n'ai pas d'argent, je ne fais pas de procès+. Franchement cela suscite une indignation très profonde de la part des victimes d'Hissène Habré", a-t-il regretté. Le Comité pour le jugement équitable de Hissène Habré, qui regroupe des avocats et plusieurs organisations africaines et européennes des droits de l'Homme, s'est réuni à Dakar lundi et mardi pour "informer le public sur les crimes commis durant le régime de Habré au Tchad", entre 1982 et 1990.

D'après ce comité, la procédure pour la tenue du procès d'Hissène Habré, qui réside au Sénégal depuis sa chute il y a plus de 17 ans, se heurte à "des blocages au niveau politique". "Les autorités sénégalaises disent qu'elles ne traiteront pas les dossiers tant qu'il n'y a pas d'argent. Mais en fait, l'argent est là, les bailleurs de fonds et l'Union européenne ont déjà saisi le Sénégal. Le Tchad lui a donné deux millions d'euros pour les premières démarches", a expliqué à l'AFP le porte-parole de Human Rights Watch (HRW), Reed Brody.

"Mais le Sénégal n'a pas fait le moindre geste pour recevoir ces deux millions d'euros", a ajouté M. Brody, qui estime que le Sénégal doit par ailleurs fournir "un calendrier détaillé" et "un budget raisonnable" aux bailleurs de fonds. Le Sénégal avait été mandaté en juillet 2006 par l'Union africaine (UA) pour juger Hissène Habré pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre et actes de torture. Mais à ce jour, aucune information judiciaire n'a été ouverte. La justice sénégalaise estime avoir besoin de 27 millions d'euros pour engager la procédure. Un montant jugé trop élevé par les bailleurs de fonds.

De février 2007 à juillet 2008, le Sénégal a engagé une série de réformes législatives et adopté un amendement constitutionnel afin de juger l'ancien président tchadien.

"Le Sénégal dispose de la loi de compétence universelle la plus large du monde. Le dispositif judiciaire est là", a affirmé M. Brody. Lors de cette conférence, des vidéos retraçant les tortures sous le régime d'Hissène Habré (1982-1990) ont été projetées. Des victimes sénégalaises et tchadiennes ont témoigné des violences endurées dans les geôles de ce régime. D'après la commission d'enquête tchadienne sur les crimes et détournements de l'ex-président Hissène Habré, ce régime aurait fait près de 40.000 victimes et torturé des milliers de tchadiens. Certaines victimes envisagent de "porter plainte ailleurs si le Sénégal persiste dans ces lenteurs", a affirmé à l'AFP, Jean Noyoma, une victime tchadienne.

Guinée-Bissau: une armée très "politisée" et difficile à réformer

BISSAU (AFP) - mercredi 26 novembre 2008 - 11h01 - En Guinée-Bissau, petit pays d'Afrique de l'Ouest fragilisé par le trafic de cocaïne sud-américaine, l'armée constitue l'ossature de l'Etat et en même temps un facteur d'instabilité permanent en raison de sa politisation et de son refus à accepter des réformes. L'attaque dimanche par des militaires mutins de la résidence du président Joao Bernardo Vieira n'est que le dernier exemple d'une série de coups d'Etat, tentatives de coups de force et mutineries qui ont ponctué l'histoire de cette ex-colonie portugaise depuis son indépendance en 1974.

"La Guinée-Bissau n'a pas d'armée. Elle a des militants armés. L'armée est complètement politisée. La confrontation militaire est la continuation naturelle de la politique", affirme Idrissa Djalo, chef du Parti de l'unité nationale (PUN, opposition). "L'armée a toujours été un instrument politique avant et après la lutte de libération", menée par le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert, PAIGC, explique le politologue Fafaly Koudawo. "Elle se sent investie de cette légitimité pour avoir joué un rôle décisif dans la naissance de l'Etat bissau-guinéen" après une longue lutte armée contre le colon portugais, poursuit-il.

L'attaque de dimanche, dont les motivations demeurent encore floues mais qui a fait un mort et plusieurs blessés, a relancé les interrogations sur le rôle des militaires dans la vie politique du pays. Cette attaque est le fait de "quelques militaires" et "l'armée est dans l'ensemble vraiment engagée dans un processus de consolidation des institutions de l'Etat", juge pourtant le bureau de l'ONU en Guinée-Bissau (Unogbis).

Mais l'ONG International Crisis Group (ICG) évoquait en juillet dans un rapport une "difficile réforme de l'armée" dont "l'enjeu principal est réellement de libérer le système politique du joug des militaires afin que les institutions démocratiques puissent commencer à fonctionner librement". Cette réforme de l'armée, confrontée à "des bas salaires, des casernes en mauvais état, une ration (alimentaire) pas variée et un équipement pauvre", selon le politologue Fafaly Koudawo, vise notamment à réduire les effectifs et à réinsérer les démobilisés.

A ce titre, l'évaluation des effectifs est tout aussi cruciale que difficile. Selon l'ONU, "les forces armées et de sécurité de la Guinée-Bissau comptent un nombre élevé de militaires" par rapport aux moyens de l'Etat. "Le nombre de militaires actifs (en Guinée-Bissau) est de 4.458, soit un ratio de 2,73 militaires par 1.000 habitants", sur une population de quelque 1,6 million d'habitants, selon un rapport de l'ONU datée du mois d'avril. La moyenne régionale est de 1,23 soldat pour 1.000.

"Chez les militaires, il y avait un intérêt à laisser croire que l'armée était plus importante pour garder ce poids" sur la vie politique et faire également monter l'aide financière associée à la réforme, souligne Emmanuelle Bernard, analyste au bureau ouest-africain de ICG, actuellement à Bissau. Selon M. Koudawo, "trois tentatives de réforme de l'armée dans les années 70, 80 et 90 n'ont pas abouti. Les indemnités n'étaient pas jugées suffisamment incitatives" pour la démobilisation, surtout des "anciens combattants, la catégorie la plus sensible" en raison de sa légitimité historique.

Cette armée est en outre confrontée à des clivages ethniques. L'ethnie balante, une des plus importantes du pays, est très présente dans l'élite notamment, selon des spécialistes. De plus certains militaires sont impliqués dans le trafic de cocaïne et sont donc opposés "à une réforme qui les mettrait à la retraite et les empêcherait de continuer à faire des bénéfices liés au trafic", selon ICG.

NIGER - Niamey va indemniser les victimes des opérations de sécurité et de défense

26 novembre 2008 - par APANEWS

Le gouvernement nigérien a décidé d'indemniser les agents des forces de défense et de sécurité, leurs ayants droits ou les familles victimes des opérations de maintien de l'ordre ou de défense du territoire, a appris APA sur place. Cette décision est le fruit du travail du comité ad hoc mis en place

par les autorités nigériennes, en vue d'harmoniser et améliorer, les dispositions existantes pour l'indemnisation des agents des forces de défense et de sécurité, indique un communiqué officiel dont APA a obtenu copie.

Le gouvernement, qui a adopté un projet de décret, prévoit ainsi un certain nombre d'indemnités et avantages aux agents des Forces de défense et de sécurité, victimes des opérations de maintien de l'ordre ou de défense du territoire, à leurs ayants droits et ascendants directs (père et mère), selon le cas, indique la même source. En même temps qu'il donne droit à l'indemnisation des ascendants directs de tout agent décédé, cette nouvelle disposition porte également à 5 ans, le traitement indiciaire de l'agent décédé. Selon le communiqué, les ayants droits vont recevoir, sous forme d'aide financière, l'équivalent de 5 ans de traitement indiciaire.

« Il s'agit de soutenir et de maintenir haut, le moral des agents des forces de défense et de sécurité, de soulager leurs souffrances et celles de leurs ayants droit ou ascendants directs et de leur permettre d'accéder rapidement aux dédommagements des préjudices subis » ajoute le même texte. Par ailleurs, le projet de décret ouvre droit à l'indemnisation des victimes collatérales des opérations de maintien de l'ordre ou de défense du territoire, « selon des conditions bien précises ».

La région d'Agadez (nord) est le théâtre depuis février 2007 d'une insécurité marquée par les attaques perpétrées par les éléments du MNJ contre des bases militaires ainsi que contre des sites miniers dans cette partie du pays, riche en uranium et en potentiel pétrolier. Le MNJ, qui n'est pas reconnu par Niamey, réclame notamment, une « meilleure » redistribution des bénéfices issus de l'exploitation, depuis 40 ans de l'uranium dans la région d'Agadez au profit des populations autochtones.

Depuis quelques temps, l'armée et le MNJ s'accusent mutuellement d'être à l'origine de l'explosion de mines au nord et au centre du Niger ainsi que de la mort de plusieurs personnes dont des civils. Lundi dernier, le Chef de l'Etat nigérien Mamadou Tandja a reconduit pour 3 mois l'état d'exception dans la région d'Agadez, en vue de maintenir le renforcement des pouvoirs de sécurité et de défense dans cette zone.

AFRIQUE DU SUD - L'ANC annonce le lancement de son Manifeste électoral en janvier

25 novembre 2008 - par APANEWS

L'ANC a annoncé pour janvier prochain, le lancement de son Manifeste électoral, au cours d'une cérémonie, qui aura lieu dans la région d'Amathole, à l'Est du Cape, après que Mluleki George, le président régional, a décidé de rejoindre le Congrès Peuple (COPE) formation dissidente du Congrès National Africain. S'adressant à la presse au lendemain de la rencontre du Comité exécutif national, le week-end dernier, le Secrétaire général de l'ANC, Gwede Mantashe, a appelé Amathole à « la maison ANC ».

Il a annoncé que la province avait été choisie comme dernière étape de la campagne que mène dans les neuf provinces du pays, Zacob Zuma, nouveau Président de l'ANC. L'ancien président de la région, Mluleki George, a quitté la formation au pouvoir, et renoncé à ses fonctions de vice-ministre de la Défense. C'était en solidarité avec Tabo Mbeki, poussé à la démission, en septembre dernier par la formation, dont il avait précédemment perdu la direction au profit de Zuma.

Le porte-parole de l'ANC, Jessie Duarte, a soutenu qu'une équipe régionale travaillait à ressouder des sections dans la région et continuait de mener une campagne de porte-à-porte « en raison de la discorde entre George et la direction provinciale ».

Cette campagne concerne notamment les sections qui n'ont pas encore tenu d'Assemblée générale dans la perspective de l'élection d'un nouveau Comité exécutif régional.

Côte d'Ivoire: 9 morts dans l'attaque d'un camp de l'ex-rébellion

ABIDJAN (AFP) - mardi 25 novembre 2008 - 19h52 - Neuf personnes, dont "huit assaillants", ont été tués lundi dans l'attaque d'un entrepôt d'armes de l'ex-rébellion ivoirienne des Forces nouvelles (FN) à Séguéla (centre-ouest de la Côte d'Ivoire), selon un nouveau bilan établi mardi par les FN.

"Chez moi, il y a eu un mort et trois blessés. Chez les assaillants, il y a eu huit morts", a affirmé à l'AFP le commandant Issiaka Ouattara, dit Wattao, chef des FN de la zone de Séguéla interrogé au téléphone depuis Abidjan.

Lundi, un bilan établi par l'état-major des FN faisait état de deux morts lors de l'attaque menée "par des individus non identifiés" dans cette localité, théâtre en juin d'une mutinerie. "On a dix prisonniers pour le moment mais on poursuit l'enquête et les arrestations. Nous avons bouclé (les entrées et sorties) de sorte que personne ne puisse sortir" de la ville, a ajouté le commandant, également chef d'état-major adjoint des FN.

Selon lui, "un groupe (d'insurgés) est venu du Mali et voulait s'emparer de (sa) poudrière pour préparer une attaque de grande envergure en décembre". "Le calme est revenu dans la ville. Les populations ont repris leurs activités", a-t-il assuré.

Mardi, le président ivoirien Laurent Gbagbo a qualifié de "soubresauts" ces événements, au cours de laquelle les assaillants ont "libéré des prisonniers", selon les FN, sans fournir de précision sur leur nombre. Séguéla avait été le théâtre le 28 juin d'une mutinerie des soldats des FN, qui s'étaient soulevés pour réclamer notamment de meilleures conditions de vie avant de rentrer dans le rang au bout de plusieurs jours.

La mutinerie était intervenue après le limogeage le 18 mai de Zacharia Koné, le commandant de la zone de Séguéla, remplacé par le commandant Ouattara et actuellement réfugié au Burkina Faso. Les mutins exigeaient le versement immédiat des primes prévues dans le cadre du programme de démobilisation, inscrit dans l'accord de paix signé en mars 2007 entre les FN et le président Laurent Gbagbo.

Ne pas porter atteinte à la lutte contre la pauvreté

25 novembre 2008 – IRIN

Les initiatives visant à éradiquer la pauvreté en Afrique doivent se poursuivre malgré les crises financières, alimentaires, énergétiques et environnementales mondiales, a plaidé Asha-Rose Migiro, vice-secrétaire générale des Nations Unies. Mme Migiro s'exprimait au cours d'une conférence de presse à Addis-Abeba, capitale éthiopienne, à l'issue d'une réunion de l'Africa Commission danoise. Selon elle, ces crises ne devraient pas éclipser le plan d'action en faveur du développement de l'Afrique.

« Les progrès accomplis par l'Africa Commission interviennent à l'heure où le monde se trouve confronté à quatre crises importantes : la crise financière, la crise alimentaire, la crise des carburants et la crise environnementale ; toutes cela au moment même où nous arrivons à mi-chemin des OMD [Objectifs du millénaire pour le développement des Nations Unies] », a-t-elle déclaré. « Le plan d'action de l'Africa Commission est en totale adéquation avec les aspirations exprimées par les OMD ».

Les femmes étant le pilier de l'agriculture en Afrique, selon Mme Migiro, l'engagement de la commission en faveur de la parité des sexes aidera à atténuer la crise alimentaire mondiale dont souffrent principalement les pays d'Afrique.

L'accent sur les jeunes

Mme Migiro fait partie des 17 commissaires de l'organisme, créé par le Danemark en avril 2008 pour présenter des stratégies destinées à créer plus d'emplois et à améliorer les perspectives professionnelles des quelque 190 millions de jeunes âgés de 15 à 35 ans que compte le continent. Mme Migiro, le président de la commission, Anders Fogh Rasmussen, le Premier ministre danois, Jakaya Kikwete, le président tanzanien, ainsi que plusieurs autres dirigeants importants se trouvaient à Addis-Abeba à l'occasion de la deuxième réunion de la commission, au cours de laquelle différentes stratégies, destinées à favoriser la croissance économique, leur ont été proposées par les représentants des jeunes de 23 pays d'Afrique.

« L'ambition de la commission est d'apporter un vrai changement pour les jeunes, de plus en plus nombreux, de l'Afrique, en améliorant la compétitivité du continent sur le marché mondial », pouvait-on lire dans un communiqué [de l'organisme]. « Il est essentiel de renforcer la coopération régionale et nous évaluerons régulièrement les initiatives menées à l'approche de la prochaine réunion de la commission, qui aura lieu en mai 2009, à Copenhague », a expliqué M. Rasmussen.

La crise en RDC

Selon M. Kikwete, bien que l'insécurité dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) risque de compromettre les initiatives de la commission dans la région des Grands Lacs, les dirigeants politiques de la région se sont engagés à trouver une issue à la guerre civile en RDC. « Les dirigeants des Grands Lacs se sont engagés à résoudre cette question ; nous avons chargé l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo et l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa d'arbitrer et de diriger les pourparlers entre les parties prenantes au conflit », selon M. Kikwete. « Dans un mois, nous nous réunirons de nouveau à Nairobi [capitale du Kenya] pour revoir les efforts des médiateurs et définir la marche à suivre ; nous voulons créer des emplois pour les jeunes et nous savons que cela n'est pas possible en temps de guerre ».

Selon Betty Maina, autre membre de la commission et directrice exécutive de l'Association kényane des fabricants, la lutte contre la pauvreté sera considérablement renforcée par la participation des entreprises privées, comme l'a imaginé la commission.

« Faire en sorte que les entreprises puissent prospérer ; fusionner les idées dans le domaine des affaires et tirer le meilleur parti des possibilités en créant un mécanisme visant à financer les bonnes idées dans le domaine des affaires ; tout cela serait très efficace pour sortir les jeunes d'Afrique de la pauvreté », a-t-elle estimé. La réunion de la commission, le 20 novembre, était précédée de trois jours de délibérations entre 60 jeunes, qui ont soumis plusieurs recommandations aux membres de la commission, et ont avant tout souligné que la réponse aux problèmes actuels de l'Afrique n'était pas l'aide humanitaire « mais la compétitivité ».

« L'aide n'est pas la solution ; nous appelons à la formation de partenariats de qualité entre le nord et le sud », a déclaré Humphrey Polepole, représentant des jeunes de Tanzanie. « Lorsque les modalités de l'aide font obstacle à l'autogestion de l'Afrique, cette aide devrait être découragée ; nous ne sommes pas là pour obtenir de l'aide, nous voulons être écoutés car la jeunesse d'Afrique est un véritable moteur : nous sommes la majorité ».

Femmes battues en Afrique : une violence banalisée

Comment y remédier ?

mardi 25 novembre 2008, par Anissa Herrou

Nombre de femmes africaines subissent des violences conjugales. Gifles, insultes, coups et humiliations sont leur lot quotidien. Une violence banalisée dont les médias se font peu l'écho, plus habitués à décrire les atrocités commises sur les femmes en période de conflit. A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes, ce 25 novembre, *Afrik.com* se penche sur cette question au Maroc, au Mali, et au Bénin

« Mon mari a commencé à me taper le jour de la réforme du code de la famille, le jour de la Moudwana en 2004. » Ce type de récit, Fatima Serdaous en entend tous les jours. La coordinatrice du « **Centre d'Ecoute et d'Orientation Juridique et Soutien Psychologique pour les Femmes Victimes de Violences au Maroc** » nous explique que malgré les progrès politiques réalisés par le royaume chérifien, les violences conjugales sont encore bien présentes. « On recense de plus en plus de violences à l'arme blanche comme le couteau », dit-elle. « Il y a un regain d'agressivité chez les hommes violents depuis 2004 et la réforme n'a rien changé, bien au contraire ». Vengeance ou simple coïncidence ? La violence dans le couple est ancrée dans de nombreux foyers marocains. Les victimes subissent généralement toutes les formes de violences possibles : sexuelles et physiques mais aussi verbales, psychologiques et économiques (refus de verser une pension alimentaire par exemple). L'association ne cherche pas à comprendre les causes de cette violence par peur de culpabiliser des femmes déjà fragiles car « dans tous les cas, l'agresseur est fautif », affirme Fatima Serdaous. Rares sont les femmes qui osent pousser la porte des centres d'écoute au Maroc.

Plus de 200 cas de femmes battues par an

Il en est de même au Mali. Les femmes y sont victimes des mêmes violences au sein du couple, et aussi sur leurs lieux de travail de la part de leurs collègues masculins. Même si les causes sont bien souvent inexplicables et renvoient à un problème propre à chaque individu, les femmes évoquent partout les mêmes motifs : jalousie des conjoints, problèmes d'argent, paternité difficile à assumer... Mariam Traoré Diarisso, conseillère juridique à l'« **Association pour le Progrès et la Défense des Femmes Maliennes** », nous explique qu'elle a reçu en 2008 près de 200 dossiers de femmes battues. La plupart d'entre elles ne savent pas s'exprimer et ont peur. L'Association leur permet alors d'écrire des lettres pour raconter ce qu'elles ont subi ou de porter plainte. Le chiffre de 200 est pourtant bien inférieur aux réalités maliennes car, souvent, les femmes battues ne sont pas conscientes qu'elles sont victimes, ont honte ou ont peur des pressions familiales. Il faut une prise de conscience pour que la femme battue puisse nommer ce qu'elle endure et qu'elle puisse agir ensuite. Les violences à l'encontre des femmes ne sont qu'une part infime des inégalités subies par la population féminine en Afrique. Elle s'accompagne de toute une panoplie de discriminations.

Des violences qui sont aussi sociales et politiques

Accès aux institutions politiques, prise de parole dans la sphère publique, participations aux instances démocratiques, la femme n'a pas sa place dans nombre de sociétés aujourd'hui et est cantonnée aux tâches domestiques et familiales bien souvent. Geneviève Ogoussan, directrice adjointe de l'**Observatoire de la famille, de la femme et de l'enfant** au Ministère de la Famille, de la protection sociale et de la solidarité du Bénin nous explique la situation de son pays. « Tous les problèmes liés aux femmes aujourd'hui au Bénin tiennent à la place qui leur est faite dans la société et dans le foyer. La violence conjugale est un facteur très important qui peut même expliquer la non implication des femmes dans la vie politique et dans la sphère publique ». Le Bénin se lance dès les semaines à venir, dans une étude nationale sur les violences faites aux femmes. « Le but est de réorienter l'action

politique et sociale du Bénin pour la promotion des femmes en comprenant vraiment ce qui ne va pas dans la société. »

Même si l'on a tendance à évoquer les atrocités faites aux femmes dans les pays en guerre, celles-ci ne sont que l'expression exacerbée des violences structurelles qu'on leur fait subir dans des sociétés où celles-ci n'ont pas réellement leur place. La journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes est le moyen de mettre en lumière des problématiques peu abordées dans les sociétés africaines.